

Les souffrances de l'ombre

Le 12 Octobre 2023 par Priti Gulati Cox et Stan Cox <https://tomdispatch.com/suffering-in-the-shadows/>

Priti Gulati Cox (@PritiGCox), collaboratrice régulière pour TomDispatch, est artiste et écrivaine. Son travail a été publié dans Countercurrents, CounterPunch, Salon, Truthout, Common Dreams, the Nation, AlterNet, etc. Pour voir ses œuvres, rendez-vous sur www.occupiedplanet.com

Stan Cox, un collaborateur habituel de TomDispatch, est l'auteur de *The Path to a Livable Future : A New Politics to Fight Climate Change, Racism, and the Next Pandemic*, *The Green New Deal and Beyond : Ending the Climate Emergency While We Still Can*, et de la série de chroniques sur le destin inconnu qui nous attend *In Real Time* (<https://inrealtime.buzzsprout.com/>) publiée par City Lights Books. Retrouvez-le sur Twitter à l'adresse @CoxStan.



"Les affrontements au Darfour ne sont pas le résultat d'un conflit entre tribus rivales", estime Jacky Mamou, président de l'organisation (Collectif urgence Darfour Source Reuters)

Il y a des catastrophes humanitaires qui ne figurent pas à l'ordre du jour du monde. Depuis la naissance de l'impérialisme américain à la fin du XIXe siècle, plusieurs variantes de l'aphorisme «La guerre est le moyen que Dieu a trouvé pour enseigner la géographie aux Américains» ont fait le tour du monde. Cette boutade (qui, contrairement à la légende, ne semble pas être signée de Mark Twain, Ambrose Bierce ou toute autre personne célèbre) s'est avérée tout à fait exacte toutes les fois que la guerre en question implique directement des troupes américaines.

En revanche, lorsque des combattants et des civils non américains souffrent et meurent dans des conflits qui n'ont rien à voir avec les «intérêts stratégiques» de Washington, nos médias ont tendance à détourner les yeux, les agences d'aide deviennent avares et les Américains n'apprennent absolument rien en géographie. Oh, et compte tenu de la puissance et de la position de notre pays sur la planète, des millions de personnes pâtissent de cette indifférence.

Jours de terreur à Khartoum

Commençons par le Soudan. Une guerre civile entre les forces armées soudanaises et un groupe paramilitaire appelé

Force de soutien rapide (RSF) entre actuellement dans son septième mois sans qu'aucune issue ne soit en vue. Depuis que le conflit a éclaté, Washington n'a lancé que quelques appels symboliques à la cessation des hostilités, tout en fournissant une aide insuffisante à des millions de Soudanais désespérés.

L'aide apportée s'est avérée microscopique en comparaison des considérables ressources humanitaire, économique et militaire que notre gouvernement a déversées sur l'Ukraine, elle aussi déchirée par la guerre. Au cours des cinq premiers mois de combats intenses au Soudan, 5.000 civils ont été tués et au moins 12.000 ont été blessés, deux chiffres considérés comme largement sous-estimés.

Entre-temps, plus d'un million de gens ont fui le pays, tandis qu'un nombre impressionnant de 7,1 millions de personnes ont été déplacées au sein de leur propre pays. Selon l'Office international des migrations, ce chiffre est «le plus élevé en ce qui concerne les populations déplacées dans le monde, en tenant compte aussi de la Syrie, de l'Ukraine et de la République démocratique du Congo».

Human Rights Watch rapporte que «plus de 20 millions de gens, soit 42% de la population soudanaise, sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë et 6 millions sont au bord de la famine». Essayez d'y réfléchir un instant et demandez-vous, tant que vous y êtes, pourquoi vous entendez si peu (voire pas du tout !) parler d'une tragédie humanitaire d'une telle ampleur.

Pire encore, le peuple soudanais est loin d'être le seul à être négligé par l'Oncle Sam et les autres gouvernements des pays riches du Nord, alors que sa situation de détresse est des plus graves. Le Soudan est, en fait, au centre d'une région qui s'étend du Moyen-Orient jusqu'aux tréfonds de l'Afrique et qui compte des pays confrontés à certaines des pires situations d'urgence humanitaire au monde, mais qui sont largement ignorés par les pays du Nord.



Les violences au Darfour auraient fait mi-janvier, 214 morts en moins de trois jours (Image/Archives Image: picture alliance / dpa)

Compte tenu de l'absence quasi-totale d'informations concernant le conflit soudanais dans nos médias, nous avons contacté Hadeel Mohamed, une éducatrice que nous connaissons et qui a fui le Soudan pour rejoindre l'Égypte voisine, mais qui maintient des contacts réguliers avec ses voisins restés à Khartoum, la capitale du pays. Nous lui avons demandé de nous tenir informés des difficultés rencontrées par les personnes qui résident encore au Soudan, six mois après le début d'une guerre civile qui n'en finit pas. Elle a entendu dire que toutes les maisons de leur quartier avaient été pillées par les combattants.

Ses amis et voisins disent avoir vécu «des jours de terreur lorsque leurs maisons étaient envahies ou même envahies encore et encore pour vérifier s'il restait encore quelque chose». «C'est quand il commence à faire noir dehors, nous dit-elle, que c'est le plus effrayant, parce qu'on ne sait jamais qui va entrer et attaquer». Si il y a des femmes dans la maison, quel triste sort risquent-elles de connaître ? Et elle ajoute: «S'il y a des hommes dans la maison, vont-ils être enlevés et que va-t-il leur arriver?»

Nous lui avons demandé si ces atrocités étaient commises tant par l'armée soudanaise que par le groupe paramilitaire RSF. «Oui, par les deux côtés, a-t-elle répondu. Écoutez, je ne prends partie pour aucun camp, mais quand on est en guerre, vous ne savez pas vraiment qui vient à vous ou qui est une menace pour vous. Tout le monde est donc perçu comme une menace ». Et cela, ajoute-t-elle, conduit les combattants à agir violemment à l'égard des civils qui sont restés sur place.

La nourriture est tout particulièrement rare à Khartoum, parce les déplacements pour rentrer et sortir de la ville sont très dangereux pour les fournisseurs habituels et, comme le souligne Hadeel, «la plupart des magasins ont été pillés, cependant dans certaines zones, du pain et d'autres produits alimentaires sont disponibles chaque semaine, pendant quelques heures par jour.

Mais il n'y a pas d'horaire fixe». Pire encore, partout où les combats ont cours, l'électricité et l'eau sont généralement coupées. «Il y a des gens qui ont de l'électricité pendant des semaines, tandis que d'autres n'en auront pas pour la même période de temps». Certains ingénieurs sont courageusement restés à Khartoum pour essayer de maintenir l'approvisionnement en eau et en électricité, mais c'est souvent une mission désespérée.

«Les gens sont dans une situation tellement instable, conclut Hadeel. Ils ne savent absolument pas quand les prochaines livraisons alimentaires vont arriver ou quand ils vont pouvoir se réapprovisionner en eau. Ils doivent guetter les occasions favorables pour pouvoir se glisser dehors, dans une sécurité toute relative, pour «trouver ce qui leur permettra, ainsi qu'à leurs voisins de survivre».

Et quelle a été justement la réponse de Washington devant ce drame? Eh bien, le département d'État a émis un avertissement peu convaincant précisant que l'armée et les RSF «doivent se conformer à leurs obligations en vertu du droit humanitaire international, y compris celles liées à la protection des civils». Et c'est à peu près tout, hormis les quelques sanctions inefficaces prises à l'encontre du chef des RSF.

Pendant ce temps, les efforts internationaux pour arriver à une négociation pour mettre fin aux combats se sont soldés par un échec et les opérations d'aide humanitaire se sont désespérément enlisées. De toute façon, qui a le temps de s'occuper du Soudan quand armer et soutenir les Ukrainiens retient l'attention de tous les acteurs importants aux États-Unis ?



De nombreuses crises humanitaires de grande ampleur ne sont pas relayées par les médias internationaux (Image : Stefanie Glinski/Welthungerhilfe)

«Une situation grave, critique ou catastrophique»

Remarquez, cette absence d'intérêt n'est pas réservée à la seule crise soudanaise. Ainsi, Cindy McCain, directrice du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, a récemment déclaré à l'émission *This Week* de la chaîne ABC qu'il n'y avait pas assez d'argent pour l'aide alimentaire à destination de l'Afghanistan, pays en proie au désespoir et peuplé de gens affamés, pour permettre d'«arriver au bout du mois d'octobre».

En outre, le PAM a dû réduire l'aide alimentaire vers d'autres pays qui en ont pourtant cruellement besoin, notamment le Bangladesh, la République démocratique du Congo, Haïti, la Jordanie, la Palestine, le Sud-Soudan, la Somalie et la Syrie. Pour expliquer ce problème de déficit, McCain n'a pas mâché ses mots, elle a mis en cause l'empressement des pays riches du Nord à soutenir l'Ukraine qui, selon elle, « a aspiré tout l'oxygène de la pièce ».

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), son programme de prévention de la famine pour le Yémen, ravagé par la guerre, ne reçoit que 30% des fonds nécessaires, ce qui met en danger des millions de Yéménites.

L'OCHA mentionne la menace qui pèse sur Fatima, une femme de 60 ans vivant dans le village d'Al-Juranah. Le programme fournit à sa famille du blé, des pois et de l'huile, mais les livraisons sont sporadiques, une réalité que Fatima ne connaît que trop bien.

«Nous recevons un sac de blé, dit-elle, et parfois nous n'en recevons que la moitié. Ils nous donnent aussi des pois grillés et de l'huile. Si cette aide s'arrête, nous mourrons de faim». Et malheureusement, ce soutien est aujourd'hui loin d'être garanti.

Deux ans après un cessez-le-feu dans cette guerre civile impitoyable attisée par l'Arabie saoudite (avec le soutien des États-Unis), un conflit qui n'a reçu qu'une couverture médiatique des plus réduites dans notre pays (USA), plus de la moitié des Yéménites, soit 17 millions de personnes, sont en situation d'insécurité alimentaire.

Les prévisionnistes de l'ONU estiment que sans une intervention de grande ampleur, un quart de ces personnes seront en «insécurité alimentaire aiguë» d'ici la fin de l'année, les trois quarts d'entre elles atteignant le «niveau famine». Une telle intervention n'est manifestement pas à l'ordre du jour, cependant, et les conséquences de cette incurie persistante a des conséquences terribles.

Fatma Tanis, de la National Public Radio, a d'ailleurs réalisé un reportage dans un hôpital yéménite en août dernier: «Nous nous dirigeons maintenant vers l'unité de soins intensifs pour les nouveau-nés, lesquels naissent souvent atteints de complications dues à la malnutrition. À l'entrée, une infirmière tire un drap sur un bébé qui vient de mourir. Les parents ne sont pas là. Souvent, les familles utilisent toutes les ressources à leur disposition pour amener leur enfant à l'hôpital, mais n'ont pas les moyens d'y retourner. L'hôpital doit donc aussi s'occuper des enterrements, en leur absence».

C'est exactement la même chose en ce qui concerne le peuple syrien qui se bat pour se remettre de la guerre civile qui a éclaté en 2011 et qui a finalement été suspendue par un cessez-le-feu en 2020, mais seulement après une décennie entière de guerre barbare et de terribles souffrances. Comme les Soudanais et les Yéménites, ils passent largement sous les radars et sont ignorés des médias américains.



Accord de paix entre le gouvernement soudanais et des mouvements rebelles (Image : Reuters/S. Bol)

Outre les pénuries d'eau extrêmes, 55% des Syriens se trouvent officiellement dans la phase dite de crise de insécurité alimentaire aiguë. Fin 2022, l'OCHA a indiqué que 69% - oui, vous avez bien lu! - de la population du pays faisait face à des «conditions sévères, extrêmes ou catastrophiques ».

En outre: «Les services de première nécessité et certaines infrastructures essentielles sont sur le point de s'effondrer ... Plus de 58% des ménages interrogés ont déclaré n'avoir accès à l'électricité que pendant trois à huit heures par jour, tandis qu'en juin, près de sept millions de personnes n'ont eu accès à leur point d'eau principal que pour une période de 2 à 7 jours par mois.

Le monde y prête-t-il attention? Il y a un point sur lequel la Syrie a plus de chance que le Soudan ou le Yémen, puisqu'elle bénéficie de sa propre conférence annuelle des pays donateurs. Lors de la conférence de juin dernier, organisée par l'Union européenne, les donateurs ont promis une augmentation de l'aide totale, mais il manquait encore 800 millions de dollars pour atteindre les objectifs fixés par les Nations unies pour le pays. Pire encore, juste avant le début de la conférence, le Programme alimentaire mondial a annoncé qu'il réduirait l'aide alimentaire pour près de la moitié des 5,5 millions de bénéficiaires actuels de la Syrie, au moment même où ils en ont le plus besoin.

La République démocratique du Congo, un autre pays en grande détresse, se retrouve sous les feux de la rampe, mais pas en raison des souffrances qu'endure sa population. Ses énormes gisements de cobalt, de cuivre et d'autres éléments minéraux essentiels aux futures économies fondées sur les énergies renouvelables ont finalement attiré l'attention. Cependant, le Nord, fasciné par ces minéraux inestimables, est resté remarquablement aveugle face à la vague de misère humanitaire qui déferle actuellement sur le Congo.

Le mois dernier, Jan Egeland, secrétaire général du Conseil norvégien pour les réfugiés, de retour d'un voyage sur place, a déclaré à *Democracy Now*: «C'est la pire catastrophe alimentaire de la planète. Nulle part ailleurs dans le monde on ne trouve plus de 25 millions de personnes en proie à la violence, à la faim, à la maladie et au manque de soins. Et nulle part ailleurs dans le monde il n'y a une réponse internationale aussi dérisoire quand il s'agit d'aider, de secourir et de mettre fin à toutes ces souffrances».

Comme au Soudan, en Syrie et au Yémen, la faim et la guerre sont allées de pair en ce qui concerne le Congo. Aujourd'hui, selon Egeland, quelque 150 groupes armés se disputent le pouvoir dans la partie orientale du pays, riche en cobalt. Au début des années 2000, le cobalt était recherché pour son utilisation dans les téléphones et les ordinateurs portables. Aujourd'hui, les enjeux sont encore bien plus importants, dans la mesure où il en faut des quantités bien plus grandes pour produire les batteries lithium-ion essentielles au développement de nouveaux réseaux électriques tentaculaires et d'un vaste parc mondial de véhicules électriques.

La violence actuelle au Congo engendre des dommages collatéraux dont une crise de la faim, une épidémie d'agressions sexuelles commises par des combattants et dont sont victimes des dizaines de milliers de femmes civiles, et tellement plus encore. Pour 2023, les Nations unies ont réclamé 2,3 milliards de dollars d'aide humanitaire pour le Congo. Elles n'ont cependant reçu qu'un maigre tiers de cette somme, de quoi aider seulement une personne sur 18 actuellement dans une situation désespérée.

Pour *Democracy Now!*, Egeland a mis le doigt sur les terribles calculs de l'économie et de la diplomatie mondiales: «Le Congo n'est pas ignoré par ceux qui veulent en extraire les richesses, mais par le reste du monde. Il est ignoré par le reste du monde... En tant qu'humanité, nous sommes vraiment en train de laisser tomber le Congo actuellement, parce que ce n'est pas l'Ukraine, ce n'est pas le Moyen-Orient».



Là où les pauvres partagent leurs repas avec les plus pauvres (Photo : Josh Estey/CARE)

En tant que réfugiée originaire du Soudan, Hadeel Mohamed s'inquiète chaque jour des terribles calculs qui sont faits dans le Nord. Comme elle le dit elle-même: «Cette guerre nous a vraiment ouvert les yeux sur beaucoup de choses. Bien que nous ayons vu les informations concernant ce qu'il se passe tant au Yémen qu'en Syrie, mais aussi dans tous ces pays où des guerres ont éclaté, nous n'avions jamais vraiment pris conscience de la gravité de la situation. Nous craignons aujourd'hui que le sort des réfugiés syriens soit aussi celui des réfugiés soudanais... là où les perspectives

d'avenir ne signifient rien... là où les chances de trouver un emploi sont limitées, de même que les droits à l'éducation».

Dans la mesure où des organisations telles que l'ONU et la Croix-Rouge internationale n'ont été mobilisées qu'«assez tardivement» au Soudan, souligne-t-elle, certains de ceux qui ont fui le pays, en particulier les jeunes, «ont commencé à former des groupes pour aider les gens à franchir les frontières, à trouver du travail et à collecter des fonds pour fournir de la nourriture et de l'eau à ceux qui se trouvent encore au Soudan». Hadeel elle-même participe à ces efforts.

«Mais nous avançons à petits pas, parce que nous essayons parallèlement de reconstruire notre propre vie. Si la guerre n'est pas circonscrite à Khartoum, ajoute-t-elle, il y a de fortes chances qu'elle s'étende et nous avons constaté qu'elle s'étendait beaucoup récemment, que ce soit à Port-Soudan, à Madani ou dans les villes avoisinantes». La violence fait également rage depuis des mois dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan. Le conflit pourrait également être considérablement prolongé par le désir des deux parties de contrôler les vastes gisements d'or du nord-est du Soudan, lesquelles jouent un rôle analogue à celui du cobalt au Congo.

En l'absence de tout secours en vue, explique Hadeel, les habitants de Khartoum comprennent que faute d'une véritable aide humanitaire, «on en revient à une aide de type plus communautaire. Avec nos ressources limitées, avec nos capacités limitées, nous trouvons toujours des gens qui se lèvent pour prendre soin les uns des autres». Néanmoins, pour les réfugiés, «il n'y a que deux issues possibles: soit vous retournez vous battre pour votre pays et vous risquez de mourir, soit vous continuez de vivre et vous vous installez en dehors du Soudan».

Pendant ce temps, aux confins de la démocratie...

Tyrannie, guerre civile, effondrement du système - cela ne peut pas arriver ici, n'est-ce pas? Ah bon, vraiment? Aux États-Unis, il se peut que les privilégiés que nous sommes pensions encore que nous vivons dans une démocratie, mais pour beaucoup d'entre nous ce n'est pas le cas. En réalité, les 140 millions de pauvres et de travailleurs à bas salaires, noirs, latinos, asiatiques, insulaires du Pacifique et indigènes, ainsi qu'un tiers des Blancs, vivent à la marge de notre «démocratie».

Comme les habitants du Soudan, de la Syrie et du Yémen, ils rêvent de vivre dans un pays où régnerait l'égalité et la justice, et où la démocratie, si elle n'est pas totale n'est tout au moins pas en voie de disparition. Les États-Unis n'ont jamais été et, à première vue, ont peu de chances de devenir une démocratie véritablement pluraliste et multiraciale. Si tel était le cas, nous passerions chaque heure, chaque minute disponible à faire des pieds et des mains pour nous assurer que la démocratie ne disparaîtra pas lors des élections de l'année prochaine.

Les médias foisonnent de scénarios dystopiques annonçant la fin de la démocratie et l'avènement du Trumpistan. Nous sommes paralysés de terreur à cette idée, et c'est un réel coup de poignard dans le dos quand nous réalisons que si notre démocratie était réellement fonctionnelle, il n'y aurait aucune chance pour qu'un homme seul comme Donald Trump puisse la renverser.

Demandez à un Soudanais, à un Syrien, à un Égyptien ou à un Afghan ce que veut dire vivre dans un régime autocratique. Demandez ensuite à des Américains marginalisés ce que veut dire vivre aux confins de la démocratie. Pour ces derniers, la démocratie est exactement comme l'or du Soudan et le cobalt du Congo. Il y en a peut-être en grande quantité, mais très peu y ont accès.